

LES AGROCARBURANTS INDUSTRIELS : UNE MENACE POUR L'ALIMENTATION

et représente un danger réel pour les populations les plus pauvres. Pour prévenir les crises alimentaires et les conflits inévitables liés aux accaparements de terres et à l'augmentation des prix de la nourriture, Peuples Solidaires et ActionAid demandent à l'Union Européenne de s'engager à :

- adopter un moratoire sur toute nouvelle expansion de

la production et des investissements relatifs aux agrocarburants industriels ;

- réduire la consommation énergétique, notamment dans les transports ;
- mettre fin aux soutiens publics et aux objectifs de consommation des agrocarburants, à l'exception des agrocarburants produits et utilisés en circuit court.

PEUPLES SOLIDAIRES SOUTIEN LES LUTTES CONTRE LES IMPACTS NÉGATIFS DES AGROCARBURANTS



« Peuples Solidaires organise des actions de rue pour sensibiliser les médias et le grand public. Ici, un réaccaparement symbolique de terres par des paysans du Sud à l'occasion du 1^{er} avril ».

Les partenaires de Peuples Solidaires soulignent depuis plusieurs années les dégâts causés par l'arrivée de plantations d'agrocarburants dans leurs régions.

Ainsi en décembre 2007, Peuples Solidaires et ActionAid Brésil ont soutenu la lutte des cueilleuses de Babassu (« Brésil – Le combat des cueilleuses de Babassu » - Appel Urgent n°313) dont le mode de vie et la source de revenu sont menacés par l'allocation des terres notamment à la production d'agrocarburants.

En 2008, toujours au Brésil, c'était au tour du Conseil Indigène Mission d'être soutenu par Peuples Solidaires dans son combat (« Brésil - Un éthanol pas très éthi-

que » - Appel Urgent n°320) contre les conditions de travail, proches de l'esclavage, des indiens guaranis dans les plantations de canne à sucre et les usines de transformation d'éthanol.

En juillet 2010, Peuples Solidaires soutenait enfin les populations de la région côtière de Malindi, au Kenya (« Kenya : carburant contre paysans » - Appel Urgent n°339), mobilisées contre l'accaparement de 50 000 hectares de terres afin de produire du jatropha, dont l'huile serait utilisée comme carburant. Ce projet, qui menaçait d'entraîner le déplacement de vingt mille membres des communautés locales, a finalement été rejeté par le gouvernement kenyan, suite à de fortes mobilisations sur place et au soutien international coordonné par Peuples Solidaires.

Au niveau du réseau ActionAid, de nombreux membres ont lancé depuis 2010 une campagne pour mettre fin aux impacts négatifs des agrocarburants industriels, dans le cadre de la campagne globale d'ActionAid intitulée FaimZERO. Les ActionAid de plus de 15 pays - parmi lesquels le Brésil, les États-Unis, la France, le Mozambique, le Royaume Uni ou le Sénégal - multiplient donc les actions en commun (publications de rapports, action de sensibilisation, plaidoyer...). En France, Peuples Solidaires rencontre ainsi régulièrement élu-e-s et représentant-e-s du gouvernement pour les pousser à mettre fin aux soutiens publics à la production et la consommation d'agrocarburants.

1. Sam Shrank & Farhad Farahmand, Biofuels regain momentum, Vital Signs Worldwatch Institute, août 2011. 2. Price Volatility in Food and Agricultural Markets : Policy Responses, 2 juin 2011. Rapport de la FAO, du FIDA, du FMI, de l'OCDE, de la CNUCED, du PAM, de la Banque Mondiale, de l'OMC, de l'IFPRI et de la UNHCR. 3. Op. cit. (note 1). 4. Catherine Bonner, Le développement du bioéthanol au Brésil, UBIFRANCE, 2010. 5. Op. cit. (note 2). 6. OCDE/FAO, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020, 17 juin 2011. 7. Sylvain Angerand, Arnaque à l'huile de palme durable, 12 questions pour comprendre les enjeux, Les Amis de la Terre, mai 2011. 8. ILED, CIRAD, International Land Coalition, Les droits fonciers et la ruée sur les terres, 2011. 9. ActionAid Tanzania, Implication of biofuels production on food security in

Tanzania, Research Report, décembre 2009. 10. Emmanuel Sulle & Fred Nelson, Biofuels, land access and livelihoods in Tanzania, ILED, décembre 2009. 11. UNICEF, Women and Children : The Double Dividend of Gender Equality, 2007. 12. RAC, Amis de la Terre, Peuples Solidaires, Greenpeace & FNE, Agrocarburants européens : menace sur le climat et la sécurité alimentaire, Communiqué de Presse, 8 novembre 2010. 13. La politique d'aide aux biocarburants, Évaluation d'une politique publique, Cour des Comptes, janvier 2012. 14. Timothy Searchinger, Use of U.S. Croplands for Biofuels Increases Greenhouse Gases Through Emissions from Land-Use Change, US Department of Agriculture, 7 février 2008.

Fiche produite par la Commission Souveraineté Alimentaire et Développement de Peuples Solidaires
La Commission Souveraineté Alimentaire et Développement (SAD) est une instance de la Fédération Peuples Solidaires dont les membres sont élus tous les 2 ans lors de l'Assemblée Générale de la fédération. La Commission se réunit tous les trimestres pour assurer le suivi des activités de la fédération en matière de souveraineté alimentaire et définir les orientations de la campagne FaimZERO concernant la souveraineté alimentaire, les questions d'accès à la terre et les futures collaborations (Forum Social Mondial de Dakar, marche Jan Satyagraha en Inde...). Ses réflexions sont nourries par les activités de la fédération et par les relations avec les partenaires nationaux et internationaux (Brésil, Burkina Faso, Inde, Philippines, Sénégal...).



« Agir pour les droits. Vaincre la pauvreté. »
Souveraineté alimentaire, dignité au travail, droits des femmes : la fédération Peuples Solidaires soutient les femmes et les hommes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits économiques, sociaux et culturels. Elle rassemble 70 groupes locaux, 11 000 membres individuel-le-s et est associée au réseau international ActionAid.

Contact : Antoine Bouhey
Fédération Peuples Solidaires 2B, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil - France / Tel : (33) 1 48582185
www.peuples-solidaires.org
Maquette : sic@herbe-folle.fr / Crédits photos : Peuples Solidaires - ActionAid

La présente publication a été réalisée avec le soutien de l'Union Européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Peuples Solidaires et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union Européenne. Elle a été produite en partenariat avec le Réseau international sur la sécurité alimentaire (IFSN). IFSN est cofinancé par la Commission Européenne et mis en œuvre par ActionAid et 13 partenaires officiels, qui travaillent avec plus de 1 400 organisations de la société civile à travers plus de 30 pays, pour renforcer les réseaux de sécurité et de souveraineté alimentaire et assurer le droit à l'alimentation dans les pays du Sud.

Jacquiline Mambique, agricultrice du Mozambique, se tient sur la terre qui lui a été prise en vue de la production d'agrocarburants - ©ActionAid



Les agrocarburants industriels : une menace pour l'alimentation

L'UE a pris la décision de remplacer d'ici 2020 10 % des carburants consommés dans les transports par des énergies renouvelables, dont la quasi-totalité sera constituée d'agrocarburants. Pour atteindre cet objectif sans importations il faudrait y affecter 15 à 20 % des terres cultivables européennes ! À l'échelle du monde, le développement des agrocarburants a déjà des conséquences désastreuses sur la souveraineté alimentaire des populations les plus pauvres et contribue à l'accélération des accaparements de terre en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie. Pour ces raisons, les opposants aux agrocarburants sont donc de plus en plus nombreux, au sein des Nations Unies, de la société civile, de la communauté scientifique et même du secteur privé. L'Union Européenne et la France doivent mettre fin aux soutiens publics qu'elles apportent aux agrocarburants industriels.

Le 23 avril 2009, l'Union Européenne a confirmé son engagement pour le développement des agrocarburants : « en 2020 les énergies renouvelables devront atteindre au moins 10 % de l'énergie consommée par les transports ». Les agrocarburants constituent la quasi-totalité des énergies renouvelables envisagées par les États. Ainsi, en 2010, 40 % du maïs produit aux États-Unis sont transformés en éthanol contre 10 % en 2003, le pays produisant 57 % de l'éthanol produit au niveau mondial, le reste (33 %) étant produit par le Brésil. En Europe, de loin le plus gros producteur de biodiesel avec 53 % de la production mondiale¹, les 2/3 du colza sont destinés au biodiesel. Même au niveau mondial, la production d'agrocarburants absorbe une part significative de la production agricole : 20% de la production de canne à sucre, 9 % des oléagineux et 5 % des céréales y sont destinés². La consommation mondiale d'agrocarburants a quant à elle augmenté de 14 %³ en 2010, représentant 2.7 % de la consommation mondiale de carburants, surtout en Amérique du Nord (18 % de la consommation mondiale d'agrocarburants) et en Amérique Latine (14 %). Au Brésil l'éthanol couvre plus de la moitié des besoins en carburant des véhicules légers (et 22 % tous types de véhicules confondus)⁴.

LES AGROCARBURANTS – QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le terme « agrocarburant » fait référence au carburant obtenu à l'aide de matières premières agricoles, principalement :

- les plantes oléagineuses, telles que le palmier à huile, le soja, le tournesol, le colza et le jatropha dont l'huile sera transformée en biodiesel.
- les féculents – maïs et blé – et les sucres, utilisés pour fabriquer de l'éthanol (alcool éthylique) qui peut être utilisés dans l'essence.

Des agrocarburants de deuxième génération sont fabriqués par des nouveaux processus technologiques à partir de cultures non alimentaires : sous-produits forestiers ou agricoles tels que les tiges de blé/maïs, déchets de bois ou de plantes spécifiquement cultivées à cet effet comme le peuplier ou le miscanthus. Des carburants dits de troisième génération, à partir d'algues, sont à l'étude. La viabilité commerciale et la possibilité même de produire les carburants de 2^{ème} et 3^{ème} génération restent cependant incertaines.

AUGMENTATION DES PRIX DE LA NOURRITURE ET CRISES ALIMENTAIRES



Jacquiline Manhique, agricultrice du Mozambique, se tient sur la terre qui lui a été prise en vue de la production d'agrocarburants ©ActionAid)

Cet essor rapide de la production industrielle et de la consommation d'agrocarburants a déjà provoqué des dégâts considérables sur les populations les plus pauvres. Il s'est accompagné d'une diminution des stocks mondiaux de céréales, de sucre et d'huiles végétales, entraînant des fluctuations importantes des prix, qui a

poussé le monde dans une véritable crise alimentaire en 2008. Dans un rapport destiné au G20, plusieurs institutions internationales ont souligné en juin 2011 la responsabilité « substantielle » des agrocarburants dans la hausse et l'instabilité des prix de la nourriture et ont recommandé aux gouvernements du G20 de « mettre fin aux politiques nationales de soutien à la consommation ou à la production d'agrocarburants »⁵.

Sans cela, il faut s'attendre à une augmentation durable des prix agricoles : sur les dix années à venir, selon l'OCDE et la FAO, les prix réels des céréales, du riz et des oléagineux devraient être supérieurs respectivement de 20, 16 et 12 % par rapport aux prix enregistrés au cours de la décennie écoulée⁶. Les populations les plus vulnérables devront consacrer à leur alimentation une part encore plus importante de leurs très faibles revenus, et subiront très certainement de nouvelles crises alimentaires dans les années à venir.

DÉLOCALISATION ET ACCAPAREMENTS DE TERRES

La montée en puissance des agrocarburants s'accompagne d'un autre phénomène très préoccupant pour les populations du Sud : l'accaparement de leurs terres vivrières par l'agrobusiness pour y produire des agrocarburants. L'Union Européenne participe à ce mouvement : en orientant une partie de sa production agricole vers les agrocarburants, l'UE a dû accroître certaines importations. Par exemple, entre 1999 et 2010, la consommation d'huile végétale en Europe a presque doublé passant de 12 à 22 millions de tonnes.

Pour répondre à cette nouvelle demande, l'Europe a dû fortement augmenter ses importations de colza (+25 %), d'huile de palme (+32 %) et de soja (+12 %)⁷.

Ainsi, pour répondre à la consommation européenne, des terres sont exploitées ailleurs. Une récente étude de l'IIED précise que sur l'ensemble des accaparements de terres recensés ces 10 dernières années, 78 % concernent la production agricole, dont les trois-quarts de bio-carburants⁸, soit plus de 37 millions d'hectares de terres !

Un des exemples les plus frappants est celui de la Tanzanie. Dans ce pays, selon les sources, entre 435 000 et 640 000⁹ hectares de terres ont été allouées à la production d'agrocarburants. En comptabilisant l'ensemble des demandes d'achats de terres faites par des entreprises

étrangères à des fins de production d'agrocarburants, ces demandes représentent 4 millions d'hectares, soit près de 10 % des terres arables du pays¹⁰. Pour alimenter nos moteurs, combien de petit-e-s paysan-ne-s vont perdre leurs terres ?

LES FEMMES SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DES AGROCARBURANTS INDUSTRIELS

Les agrocarburants infligent une double peine aux communautés rurales des pays du Sud qui voient leurs terres accaparées : non seulement leurs moyens de production leurs sont confisqués, mais les prix de la nourriture augmentent du fait d'une offre moins élevée. Sur ce terrain, les femmes souffrent particulièrement de ces deux impacts. En effet, les terres dites « marginales » récupérées pour la production d'agrocarburants sont souvent utilisées par des femmes pour l'auto-suffisance de la famille. Par ailleurs, ce sont les femmes qui subissent le plus gravement l'augmentation des prix de la nourriture, les Nations Unies ayant montré que les femmes réduisent considérablement leurs propres apports alimentaires en cas de hausse des prix alimentaires pour continuer à nourrir le reste de la famille¹¹.

DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE

Un des objectifs affichés par les promoteurs des agrocarburants est de réduire les émissions de gaz à effets de serre (GES) : entre 35 % et 50 % de GES de moins que les carburants fossiles selon leurs estimations. Toutefois ces estimations ne tiennent pas compte du fait que les cultures industrielles destinées aux agrocarburants vont entraîner directement ou indirectement la conversion de forêts, de prairies ou de tourbières en terres cultivées. Ces écosystèmes stockent d'énormes quantités de carbone, et leur transformation libère le carbone stocké dans la biomasse ou dans le sol entraînant un dégagement très important de CO². Par ailleurs, les engrais azotés utilisés pour la culture d'agrocarburants

industriels émettent du protoxyde d'azote (N²O), un gaz à effet de serre 300 fois plus puissant que le CO².

L'impact des agrocarburants sur la réduction des gaz à effet de serre n'est donc pas celui escompté. En comptabilisant les changements d'affectation des sols indirects (CASI), on constate que les agrocarburants consommés en Europe émettront de 27 à 56 millions de tonnes équivalent CO² par an. À titre de comparaison, ces émissions représentent la mise en circulation de 12 à 26 millions de voitures supplémentaires en Europe, soit une augmentation de 81 à 167 % de GES¹².

AGROCARBURANTS ET AGRICULTURE PAYSANNE : QUELLES CONDITIONS POUR DES UTILISATIONS ADÉQUATES ?

Il existe cependant une place pour les agrocarburants en circuit court dans nos exploitations agricoles où le colza peut fournir à la fois de l'huile qui fera rouler les tracteurs et des tourteaux riches en protéines pour la complémentation des animaux.

Cultivé en haies, sans porter préjudices aux cultures vivrières, le jatropha transformé en huile végétale peut être une solution locale dans de nombreux pays comme le Mali, où

70 % de la population vit en milieu rural, dont seulement 3 % accède à l'électricité. Le GERES y mène par exemple des projets de développement qui font bénéficier les agriculteur-rice-s d'un accompagnement pour la plantation et l'exploitation de haies de jatropha. Mais la culture du jatropha selon le modèle industriel, en monoculture sur des terres aptes aux cultures vivrières, donne des résultats très aléatoires et présente un danger réel pour les paysan-ne-s dont l'alimentation risque de ne plus être assurée.

LES DIRIGEANT-E-S DE L'UNION EUROPÉENNE SONT RESPONSABLES !

Les primes PAC et les exonérations partielles sur les taxes TIPP (Taxes intérieures sur les produits pétroliers) et TGAC (Taxe générale sur les activités polluantes) ont permis un développement très rapide de la filière agrocarburants. Rien que pour la France, les exonérations fiscales ont coûté à l'État pas moins de 3 milliards d'euros entre 2005 et 2010¹³.

Il n'est pas défendable de subventionner à ce point des productions qui cumulent autant d'inconvénients :

- l'augmentation des prix de la nourriture, avec la perspective de crises alimentaires comme celle de 2008 ;
- des accaparements de terres massifs au détriment de l'agriculture vivrière ;
- un bilan environnemental négatif ;
- un bilan énergétique dérisoire, puisqu'il faut par exemple consommer 1 litre de fuel pour produire 1,2 litre d'éthanol à partir de maïs¹⁴.

Le soutien public aux agrocarburants est donc une absurdité économique, énergétique et environnementale